

Séminaire Vie des affaires

organisé grâce aux parrains de l'École
de Paris :

Algoé²
Alstom
ANRT
CEA
Chaire "management de l'innovation"
de l'École polytechnique
Chaire "management multiculturel
et performances de l'entreprise"
(Renault-X-HEC)
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNES
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Crédit Agricole SA
Danone
Deloitte
École des mines de Paris
Erdyn
ESCP Europe
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
Fondation Crédit Coopératif
Fondation Roger Godino
France Télécom
FVA Management
Groupe ESSEC
HRA Pharma
HR VALLEY²
IBM
IDRH
IdVectoR¹
La Poste
Lafarge
Mairie de Paris
Ministère de la Culture
Ministère de l'Industrie,
direction générale de la compétitivité,
de l'industrie et des services
OCP SA
Paris-Ile de France Capitale Economique
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Saint-Gobain
Schneider Electric Industries
SNCF
Thales
Total
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources technologiques et innovation
² pour le séminaire Vie des affaires

(Liste au 1^{er} avril 2012)

RETROUVER LA CROISSANCE

par

Jean-Marc DANIEL
Professeur, ESCP-Europe
Rédacteur en chef de la revue *Sociétal*

Séance du 3 février 2012
Compte rendu rédigé par Jean Béhue Guetteville

En bref

Les commentaires sur l'actualité économique sont souvent tendancieux et à courte vue. Centrés sur la volonté de défendre ou de détruire l'euro, sur l'affirmation, présentée comme une évidence, d'un déclin inexorable de l'Europe et singulièrement de la France (déclin annoncé dès... 1763), ils souffrent d'approximations techniques – confusion entre le déficit de l'État et celui du pays, assimilation de l'État à une entreprise –, d'une difficulté à hiérarchiser les problèmes et d'un manque criant de recul historique. Le propos de Jean-Marc Daniel sera d'expertiser la situation de l'économie française sur la base d'une analyse cyclique de l'économie. Dans cette logique, le problème essentiel est le recul de la croissance potentielle. Pour redresser la situation, la politique économique doit favoriser l'augmentation de la productivité grâce à davantage de concurrence, d'innovation et à la recherche systématique d'une amélioration des termes de l'échange. Elle doit exclure l'inflation, la dévaluation, le néo-mercantilisme et le protectionnisme

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

EXPOSÉ de Jean-Marc DANIEL

Avez-vous remarqué que, depuis quelques temps, notre pays semble sous l'emprise d'une sorte de "sino-béatitude" ? Je ne m'en inquiéterais pas si ce n'était devenu un réflexe presque systématique en France d'aller chercher ailleurs, et notamment dans des pays qui continuent de tenir congrès sous des portraits de Staline, l'avenir du modèle français, ou pour mieux coller à l'actualité, l'avenir de notre compétitivité. Aujourd'hui, on ne parle plus que de compétitivité, à tel point que personne ne sait plus vraiment de quoi il s'agit. Ou presque. Il y a quelques temps, quelqu'un démasquait les intentions néo-mercantilistes des adeptes de ce terme. Il s'agissait de Paul Krugman, prix Nobel d'économie, et néanmoins cela n'a eu guère d'écho : il a été aussitôt étouffé par une masse de gens qui se revendiquent économistes mais ont une vision approximative du sujet ! Ayant consacré ma vie à étudier les phénomènes économiques, et luttant chaque jour pour combattre les idées reçues dans ce domaine, tout en moi m'oblige évidemment à réagir. Partout dans notre pays, de nouveaux hérauts du mercantilisme se réveillent, portant en bannière les mots *compétitivité* et *réindustrialisation*, comme pour mieux appeler à sauver des industries mortes. Oui, des usines ferment. Oui, des industries entières se restructurent. Mais n'en a-t-il pas toujours été ainsi ? Il y a un siècle, la France exportait du textile, et deux siècles auparavant, notre pays était le premier pays exportateur d'avoine. Il ne s'en porte pas plus mal ! Il faut comprendre que le changement est au cœur de la vie économique, et que l'attitude d'un dirigeant responsable consiste à accompagner la transition. Notre pays a tous les atouts pour mener une bonne politique économique.

La croissance économique a toujours été cyclique

Si l'on analyse la courbe de la croissance de notre produit intérieur brut (PIB) depuis 1960, quelques remarques s'imposent. D'abord, on voit clairement que l'inflation a presque disparu, comme en atteste la convergence continue des courbes de croissance en volume et en valeur. Il faut alors immédiatement indiquer que la disparition de l'inflation sur cette période coïncide avec l'affirmation de l'indépendance des banques centrales. Comme date de départ, 1960 a du sens, car cela correspond à la fin de l'Union européenne des paiements et donc à la mise en œuvre en France d'une politique économique vraiment indépendante. Vaincue dans les faits, l'inflation européenne l'est également dans les esprits, car personne aujourd'hui ne se souvient des ravages qu'elle a pu faire dans les années 1920. Et c'est peut-être ce qui fait que ce n'est pas un acquis. À la veille de l'élection présidentielle de 2012, les grands partis ont beau afficher des programmes qui préfèrent au retour de l'inflation des augmentations d'impôts, certains outsiders prônent l'inverse. Pour les Français, qui perdront dans un cas comme dans l'autre en pouvoir d'achat, cela ne changera rien au résultat final. Pas pour les économistes.

Il y a plus important encore quand on regarde cette courbe de croissance : on voit aussitôt que la croissance est cyclique. Un œil averti identifiera ainsi facilement les accélérations et les ralentissements qui participent de la progression cyclique de l'économie. Ce qu'il faut comprendre, c'est que ce rythme est naturel et prévisible, et que toute action politique visant à contrecarrer cette évolution est nuisible. Que le taux de croissance évolue d'une année sur l'autre, et qu'il suive des cycles ascendants puis descendants, n'est donc pas un enjeu, sauf pour ceux qui voudraient se faire élire, en prétendant se faire les maîtres des cycles économiques. Ce qui est inquiétant en revanche, c'est que, d'un cycle sur l'autre, les taux de croissance ne se retrouvent pas, autrement dit qu'ils ne cessent de baisser sur le long terme. Voilà le véritable enjeu économique.

Notre croissance tendancielle ne cesse de baisser

Que l'économie ait des hauts et des bas est naturel, ce qui importe, c'est le taux de croissance potentielle. Celui-ci évolue en fonction, d'une part, de la productivité globale des facteurs, et d'autre part, de la population active. Cela signifie que, sur le moyen terme, il est

théoriquement possible de se projeter dans l'avenir. On calcule le taux de croissance potentiel, à partir du taux de croissance du cycle précédent, que l'on ajuste en fonction de l'évolution de la productivité et de la population. Or, ce qui est grave, c'est que d'après l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) qui effectue tous ces calculs, notre taux de croissance tendancielle n'est pas conforme à ce qu'il devrait être. En effet nous n'investissons pas assez. Ce manque d'investissement, qui s'accompagne d'un manque d'épargne se voit quand on fait la comparaison entre la France et l'Allemagne, qui pèsent pour moitié du PIB de la zone euro. Il est intéressant de noter l'évolution parallèle de la balance des paiements courants des deux pays, qui renseigne sur leur effort d'épargne. Alors qu'il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un pays vieillissant comme l'Allemagne épargne beaucoup, et suive ainsi l'exemple du Japon avec dix ans de décalage, cela semble plus ambigu pour la France. A priori, le vieillissement est moins marqué et la population se renouvelle d'une façon dynamique. Et ce n'est pas prêt de s'arrêter car, d'après l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), notre population devrait augmenter jusqu'en 2040. On doit aussitôt en déduire qu'une "maison de retraite" comme l'Allemagne ne peut en aucun cas être un modèle pour la France. Surtout, on doit comprendre que notre problème de croissance potentielle ne résulte pas d'un problème d'évolution de la population, mais sans doute d'une évolution problématique de notre productivité et donc de notre investissement. À ce niveau, il me faut préciser que les deux principaux déterminants de la productivité sont l'innovation et l'organisation. Deux déterminants que l'on peut stimuler, respectivement, par le progrès technique, et par la concurrence, dont l'effet sur l'organisation, et donc la productivité, a toujours été très net.

Un État éclairé mène une bonne politique budgétaire

Hormis quelques cercles d'économistes éclairés, tout le monde pense que la politique budgétaire a vocation à lutter contre le chômage, et que l'inflation est du ressort naturel de la politique monétaire. Or, un des pré-requis à une politique économique efficace sur la croissance est de faire absolument tomber ce dogme. Les banques centrales, qui mènent la politique monétaire de nos pays, ont pour vocation première d'assurer le financement de l'économie. Elles ont donc un rôle structurel. Quant aux gouvernements, qui mènent la politique budgétaire, ils doivent essentiellement accompagner les cycles économiques, soit en catalysant les accélérations, soit en amortissant les ralentissements. Ils ont donc un rôle conjoncturel. Dans le contexte actuel, où, après le ralentissement de 2009, les cycles devraient repartir à la hausse, les États ont un vrai rôle à jouer. Mais ce n'est pas celui que l'on imagine, du moins en France. Sur le plan de la politique fiscale, cela fait des décennies que l'on se sert des impôts pour corriger les inégalités sociales. Or, aucune politique fiscale n'a vocation à être punitive. Tout économiste vous dira qu'elle se doit d'être incitative. Autrement dit, les impôts doivent servir à orienter les comportements, pour gérer les externalités, par exemple en ce qui concerne l'environnement, et les orienter en tenant compte de la situation de production des entreprises. Aujourd'hui, les entreprises sont en difficulté, il faut les aider. Si revenir aux fondamentaux est un véritable enjeu pour prendre de bonnes décisions fiscales, ça l'est peut-être encore plus en ce qui concerne notre politique budgétaire.

Il y a quelques années, on a lancé l'opération dite du Grand emprunt devenue celle du financement des Investissements d'avenir, en prétextant que l'on faisait ainsi de la "bonne dette". Ceux qui engagent les Français dans une telle politique budgétaire oublient une chose : quand on s'endette, on s'endette, un point c'est tout. Il suffit de se souvenir que le premier pays à avoir parlé de bonne dette fut le Portugal, au XVI^e siècle, quand Jean III souhaitait financer une expédition au Brésil censée couvrir d'or le pays. Un pays qui, de cette époque jusqu'à aujourd'hui, a été plusieurs fois mis en faillite. Ce n'est que maintenant, cinq siècles après, que le Brésil vient au secours du Portugal... Inutile d'insister sur le fait qu'il n'existe pas de dépenses d'avenir. Il n'y a que des dépenses, et il n'y a aucune exception. Quant à ceux qui voudraient multiplier les dépenses d'éducation, sous prétexte de préparer l'avenir, je dois dire qu'étant enseignant, il ne me reste plus qu'une chose à leur dire : « *Si vous pensez qu'en doublant mon salaire, on prépare l'avenir, surtout n'hésitez pas !* » Tout cela est ridicule. Le véritable enjeu de la politique budgétaire est de gérer les externalités, de gérer la

conjoncture, et d'assurer la redistribution. Le nœud de la bonne politique budgétaire, ce n'est pas la bonne ou la mauvaise dette, c'est le bon ou le mauvais déficit. Un bon déficit, c'est celui qui répond aux cycles. Le problème, ce n'est pas les déficits en période de ralentissement, comme en 1983 ou en 1993, mais l'absence d'excédent budgétaire significatif à la fin des années 1980 ou à la fin des années 1990, lorsque les cycles étaient au plus haut. Aujourd'hui, nous devons faire face, en plus du déficit conjoncturel, à un déficit structurel de quatre-vingt dix milliards d'euros.

À qui la responsabilité de ce déficit structurel abyssal ? D'après notre tableau, on constate que le déficit s'est creusé au moment où Michel Rocard était aux commandes, qu'il s'est ensuite réduit avec Alain Juppé, qui a agi avec rigueur, et avec Lionel Jospin, qui a su profiter d'un cycle ascendant. Mais il est vrai qu'il aurait pu mieux faire s'il n'avait été entravé par la cohabitation. Je vous rappelle que selon le célèbre "théorème de la cagnotte" de Jacques Chirac : « *quand il y a de la croissance, on baisse les impôts, parce que la population doit être récompensée de ses efforts ; quand il n'y a pas de croissance, on augmente les dépenses pour soutenir l'activité économique.* » Le problème de ce théorème, c'est que l'on ne voit pas très bien à quel moment on réduit le déficit et on rembourse la dette ! Si je résume, nous sommes actuellement face à une situation où le taux de croissance tendancielle de la France baisse continuellement et dangereusement, où des problèmes conjoncturels se sont transformés en problèmes structurels et impliquent forcément des mesures budgétaires adaptées, mais où nous bénéficions de l'action efficace de la Banque centrale européenne pour financer l'économie et maîtriser l'inflation.

Il faut débrider notre productivité

À l'heure où la France connaît une évolution très dynamique de sa population, il est indispensable de s'écarter de tous ces pays qui privilégient la dévaluation compétitive, la prédation et le mercantilisme. Ce type de politique n'a de sens que pour des pays qui, comme l'Allemagne, le Japon ou la Chine, cherchent à se constituer une épargne pour anticiper le vieillissement de leur population. Outre que la situation démographique de notre pays n'exige pas ce type de politique, elle ne peut pas s'inscrire dans la durée. Comme le rappelait Timothy Geigner au cours du dernier G20 : « *toute dévaluation se fait au détriment d'un autre pays, et de sa croissance potentielle.* » À un certain moment, lorsque le taux de croissance potentielle au niveau mondial n'arrive pas à se relever, la question devient donc : « *à qui pouvons-nous encore prendre de la croissance ?* »

S'il ne s'agit pas d'imiter les pays vieillissants, il ne faut pas en oublier pour autant que nos économies sont liées au niveau mondial, et qu'il faut donc en tenir compte. On sait bien en effet, qu'avec l'objectif de diminuer le chômage de leur population, les grands pays du Nord qui pratiquent depuis des années le déficit budgétaire, n'ont pas de résultat, mais qu'en plus, ils provoquent une augmentation de l'inflation dans les pays du Sud, et des drames à l'échelle de pays entiers. La situation de la Grèce en est un triste exemple. En raison du problème de la dette publique, l'arme budgétaire ne doit donc plus être utilisée, et il est à mon avis inévitable que nous passions par des politiques d'austérité, au travers par exemple de hausses de la CSG (contribution sociale généralisée), et d'une réduction des dépenses publiques. Cependant, il faut faire en sorte que de telles mesures ne découragent pas l'investissement des entreprises, car c'est à mon sens elles qui portent la croissance de long terme.

Si la France souhaite renouer avec la croissance sur le long terme, elle doit, compte tenu du dynamisme de sa population, miser sur le renforcement de sa productivité. De façon plus concrète, il s'agit de favoriser l'investissement des entreprises. Il faut savoir que le taux d'investissement est aujourd'hui de 17 % du PIB alors qu'il était de 22 % durant les Trente Glorieuses. Il y a des capacités d'investissement en réserve, l'enjeu est de donner aux entreprises le moyen et le souhait de les débloquer. Je pense que trois mesures seraient de nature à éclaircir l'avenir de notre pays. Premièrement, il faudrait réduire la fiscalité des entreprises, en abaissant les impôts qui amputent les capacités d'investissement, et non pas ceux qui sont prélevés sur la base de la masse salariale. Concrètement, cela signifierait baisser

le taux de l'impôt sur les sociétés, pour le ramener à 20 ou 15 %, en veillant également à le rendre plus simple à calculer, et uniforme d'une entreprise à l'autre. Deuxièmement, il faudrait stimuler la concurrence, qui est l'un des plus puissants leviers de réorganisation des entreprises, et donc de hausse de la productivité. Troisièmement, il faudrait continuer d'investir dans l'éducation et dans la recherche, mais d'une façon radicalement opposée à celle qui s'est instituée. Schumpeter, qui était un grand admirateur de Newton, constatait qu'au XVII^e siècle une centaine de médiocres mathématiciens ne purent empêcher ses découvertes de rayonner, mais qu'au XX^e siècle les milliers de médiocres qui sortent à la chaîne des universités auraient assurément réussi à l'étouffer. C'est pourquoi Schumpeter disait que pour renouer avec les découvertes et les inventions géniales, il faut contenir le budget de l'éducation et de la recherche. Je pense la même chose ! Il nous faut un système éducatif efficace et sélectif. Tony Blair avait fait une proposition en ce sens : il envisageait de demander aux étudiants en master de verser 200 000 livres pour couvrir le coût de leurs cinq années de scolarité, et de les rembourser de 40 000 livres par an, en fonction de leur réussite aux examens.

Des réserves d'innovation énormes

Une telle politique est-elle de nature à libérer l'innovation et la croissance ? Je pense que c'est très probable, sous réserve que l'État ne se mêle pas de la vie des affaires. Comme le disait Saint-Simon : « *l'État nuit à la production, même quand il veut l'aider.* » Quand un président, ou un candidat, commence à dire à un industriel en difficulté : « *Je m'en occupe personnellement* », vous pouvez être sûr que c'est le début de la fin. Je reviens sur ma deuxième mesure, celle concernant la concurrence. Il faut être très libéral en ce domaine, notamment en ce qui concerne le droit du travail. Comme le rappelle l'OCDE, plus le code du travail se fait protecteur, et plus l'employeur va être en demande d'informations précises sur le candidat. Peut-on dès lors s'étonner que la France qui cumule un système éducatif peu sélectif et un code du travail très protecteur connaisse un taux de chômage des jeunes disproportionné ? Non. Il faut une fois pour toutes faire son deuil de toutes ces mesures qui du "SMIC Jeunes" au CPE (contrat premier embauche) ont systématiquement échoué, pour prendre les bonnes mesures.

S'il faut libéraliser le marché du travail, il faut également faire appliquer une concurrence stricte sur les marchés. Aujourd'hui, sous prétexte de créer des emplois, nous nous mettons à accepter toutes les entraves à la concurrence. Mais tous ces emplois ne sont que des emplois artificiels, car ils faussent les règles et minent la croissance sur le long terme. À moins que nos dirigeants ne fassent de l'Union soviétique un exemple et que, sous prétexte de créer des emplois, on invente des métiers complètement artificiels, nous n'arriverons à rien ainsi. Ce qu'il faut faire, c'est pratiquer une politique de concurrence volontariste. Que les entraves à la concurrence soient punies de peines de prison, comme aux États-Unis. Le véritable enjeu c'est de dire : « *Laissez-faire, laissez-passer* », mais de veiller à bien sanctionner la moindre entrave à la concurrence. Moyennant quoi, je pense qu'on libérera d'énormes réserves d'innovation et de productivité, et que l'on renouera vraiment avec la croissance.

DÉBAT

Une nouvelle génération d'économistes

Un intervenant : *À vous écouter, on a encore une fois cette étrange impression, qu'avait déjà notée Keynes en son temps, qu'il faut que les économistes passent à la postérité pour que leur théorie soit reconnue par les hommes politiques, justement au moment où celle-ci n'est plus adaptée au contexte. N'y a-t-il pas un problème dans la recherche en économie, et dans la recherche de façon générale ?*

Jean-Marc Daniel : Il est clair que ceux qui occupent le devant de la scène sont souvent ceux qui manient les vieilles théories économiques. Ce n'est cependant pas la seule raison pour laquelle, moi comme d'autres, ne sommes pas entendus. Il y a aussi une tendance fréquente chez les décideurs à prendre au sérieux les économistes pessimistes, ceux qui annoncent les catastrophes, et s'emparent de l'estrade à la première crise venue pour dire : « *Voyez-vous, vous auriez dû m'écouter.* » Hélas, comme le dénonçait déjà Fischer dans les années 1930, on se tourne un peu trop vite vers ces économistes de pacotille, au détriment des autres. Aujourd'hui, c'est plus que jamais le cas, et c'est ce qui pollue le débat économique et retarde la prise de décisions, d'où mon offensive contre la sino-béatitude. Une autre tendance, contre laquelle on ne peut lutter, c'est le déplacement du centre de gravité de la pensée économique. Au XVIII^e siècle, la pensée économique était française, au XIX^e et jusque dans les années 1930, elle était anglaise, et aujourd'hui, elle est américaine. Il y a donc un véritable enjeu pour les économistes français à exister dans le débat économique. Ne jouant pas encore tout à fait le jeu américain, et refusant de continuer à jouer le jeu franco-français, ils sont dans une phase de transition où ils n'existent nulle part. Mais le renouveau de la pensée économique américaine est de bon augure. Une nouvelle génération d'économistes émerge qui, à l'instar de Mankiw ou Wallace, a clairement rompu avec le modèle keynésien, et essaie de se poser les vraies questions. Tous ces auteurs reconnaissent que l'on a surdéterminé l'influence de la finance sur la crise, et que l'enjeu se situe au niveau de la production de richesses, de l'efficacité de l'appareil productif. Évidemment, il ne s'agit pas de reconstruire l'économie depuis les fondations, mais de séparer l'ivraie du bon grain. Ce qui est intéressant, c'est qu'un certain nombre de prises de position commencent déjà à émerger, comme ces questions : « *At-on besoin d'une banque centrale ?* », ou encore « *L'économie de la connaissance n'est-elle pas finalement une société de l'ignorance ?* » Il faut donc distinguer entre un débat public sur l'économie relativement déprimant et un débat de spécialistes qui est plus que jamais actif, un débat qu'anime une nouvelle génération, postée à la périphérie du milieu académique, et qui se tient prête à prendre le pouvoir. Dès qu'elle aura suffisamment confiance en elle...

La situation économique nous dicte des choix

Int. : *Votre verbe m'a séduit, votre démonstration m'a presque convaincu, mais je n'arrive toujours pas à faire le rapport entre les grands agrégats que vous maniez et les décisions individuelles telles qu'elles se prennent sur le terrain...*

J.-M. D. : À mon avis, il faut comprendre deux choses. Premièrement, il y a des éléments macro-économiques, c'est-à-dire du ressort de l'État ou de la Banque centrale, qui échappent au niveau micro ou même nano-économique, c'est-à-dire les individus. Agissant aux travers d'opérateurs, l'action des États ou des banques centrales n'en est pas moins réelle sur les prises de décision des individus. On a beau savoir par exemple que l'augmentation ou la baisse des prix résulte in fine de multiples décisions individuelles, une réalité s'impose aussi : quelqu'un qui manipule les taux d'intérêt aux fins fonds de sa banque centrale parvient bien à influencer sur l'inflation. Il faut avouer qu'il y a là un côté magique. Mon deuxième argument va dans le même sens. Un ensemble de décisions individuelles finit toujours par aboutir à une décision collective, mais comme par magie encore une fois, celle-ci ne peut se réduire à la somme des décisions individuelles. Ça peut paraître inexplicable, et pourtant ça fonctionne ainsi.

Int. : *Vous avez parlé du déficit mais pas de la dette. Or, c'est aujourd'hui le premier poste de remboursement de l'État français.*

J.-M. D. : Pour moi, la dette n'est pas un problème en soi, c'est simplement le résultat d'un déficit structurel. Ce que je cherche, c'est un modèle qui permettra de retrouver une situation où les finances publiques se gèrent en stabilisateur automatique, c'est-à-dire en équilibre sur la durée du cycle. À ce titre, je pense que les politiques d'austérité qui sont menées à l'heure actuelle sont trop brutales car elles n'intègrent pas le temps long, celui des cycles. Il y a des périodes où l'on peut réduire la dette, et d'autres où il vaut mieux prendre le temps de respirer et de réfléchir. Mais il y a peut-être plus grave, c'est l'idée, populaire chez certains, que ce sont les intérêts qui génèrent de la dette, et non l'inverse. C'est absurde. S'il y a des intérêts, c'est qu'il y a d'abord eu de la dette, que nous avons emprunté. En fait, j'ai l'impression que beaucoup sont restés keynésiens, qu'ils croient toujours que l'État alimente la croissance grâce au déficit, soit par l'augmentation des dépenses, soit par la baisse de l'impôt. Mais face à la situation actuelle où le déficit budgétaire explose et où la croissance économique reste en berne, je pense qu'il est urgent de changer de façon de penser.

Plus de marges de liberté qu'on ne le pense

Int. : *Vous faites remonter le déficit public américain à 1984, mais il pèse sur notre économie depuis bien plus longtemps. En même temps, tout le monde sait que ce qui fait la croissance française, c'est la croissance américaine. Autrement dit, la question ne peut être résolue en France.*

J.-M. D. : Il ne faut pas confondre déficit budgétaire et déficit extérieur. Aux États-Unis, le déficit budgétaire n'a pas toujours existé. À l'époque de Bill Clinton, les excédents budgétaires laissaient même présager que la dette publique aurait été remboursée en totalité en 2011. Par contre, le déficit extérieur s'est, lui, installé sur la durée. Mais il est faux de penser que nous finançons le déficit des États-Unis car ils sont une sorte d'État alchimiste. Ils sont capables de se financer en créant de la monnaie. Ce qui perturbe le monde, ce n'est pas qu'il faut financer le déficit extérieur américain, mais que ce pays alimente l'inflation mondiale. En touchant des populations entières dans leur pouvoir d'achat, les États-Unis mettent des peuples entiers en position de s'interroger sur leur propre destin. La situation aurait-elle évolué de la même façon en Égypte si la population n'avait pas été touchée par l'inflation ? La situation ne va-t-elle pas évoluer en Inde et en Chine, avec une inflation réelle de près de 20 % ?

Int. : *Vous décrivez le modèle chinois, mais jusqu'à preuve du contraire c'est le pays qui fait tourner votre modèle, qui prône la concurrence absolue. Une entreprise comme Apple a-t-elle besoin de produire des iPhone par millions, elle peut compter sur une main d'œuvre qui va être mobilisée rapidement et efficacement. Évidemment, cela ne fait pas baisser le nombre de suicides parmi les salariés...*

J.-M. D. : Non, la Chine n'est pas un modèle pour moi. Elle n'a rien d'un pays libéral. Pour trois raisons. La première est que, dès lors que vous exercez un contrôle des changes, la grille de coûts des entreprises est prédéterminée par celui-ci. La seconde est qu'un système libéral laisse la possibilité aux travailleurs de négocier leurs conditions de travail, et notamment leur rémunération sur la base de leur efficacité. C'est d'autant moins le cas en Chine qu'il y existe un système d'attribution des marchés opaque qui fonctionne autour du Guanxi. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la Chine vit encore à l'heure de la bureaucratie, et que pour concilier ce mode de fonctionnement avec celui des marchés, s'y exerce une répression violente de la main-d'œuvre. Si c'était un vrai système libéral, il n'y aurait pas autant de morts dans les mines. Quand les gens se rendent compte que c'est dangereux, normalement ils ne viennent plus, sauf sous la contrainte. La troisième raison pour laquelle la Chine n'est pas libérale, c'est qu'elle est mercantiliste. Ce pays cherche à accumuler de la richesse monétaire, avec le risque aujourd'hui qu'il s'autodétruit par l'inflation. Si on ne le remarque pas, c'est que les

chiffres chinois sont faux. Ainsi, avez-vous remarqué que systématiquement les chiffres de croissance sont annoncés le 18 du mois, et que récemment les Chinois nous ont annoncé 9 % de croissance mais le 17 du mois ? Intrigué, j'en ai parlé à un collègue chinois qui m'a dit que le 18 est un jour faste. De là à en déduire qu'ils n'ont pas voulu "polluer" le jour faste de leur calendrier en annonçant un résultat qui pourrait être faux...

Int. : *Vous dites qu'il faut investir, mais dans le contexte actuel cela semble très risqué. C'est pourquoi je pense qu'il est indispensable de réhabiliter le pouvoir du rêve. On croit dans l'avenir parce que l'on rêve.*

J.-M. D. : Je suis tout à fait d'accord. Il faut à ce titre se rappeler ce que disait Richard Cantillon à propos de l'entrepreneur : « *C'est quelqu'un qui a des coûts certains, et des revenus incertains.* » Ce qui est intéressant chez cet auteur, qui est beaucoup plus fin que Schumpeter, est qu'il décrit l'entrepreneur comme quelqu'un d' "habité". La question, de mon point de vue, est de savoir si on naît "habité" ou si l'on peut le devenir. À mon avis, la réponse se situe entre les deux. On ne fera pas de tout le monde des entrepreneurs, mais je suis convaincu qu'on peut accompagner les destins d'entrepreneurs. Il faut donc particulièrement veiller à l'environnement fiscal, mais plus encore faire respecter la concurrence. Je pense que la politique de concurrence sera le véritable enjeu des futures politiques économiques et à mon avis, elle est indissociable d'une véritable politique de responsabilisation, qui récompense ceux qui réussissent selon les règles, et qui oblige ceux qui échouent à assumer leurs responsabilités. On peut penser à certaines banques...

En attendant un homme politique courageux

Int. : *Il semble que plus la dépense publique augmente, moins elle est efficace et compétitive. Pour dire simplement, plus il y a d'argent public, plus on fait de bêtises. N'est-il pas temps de tailler sévèrement dans la dépense publique et notamment dans les effectifs ?*

J.-M. D. : C'est vrai. Indépendamment de son mode de financement, le taux de la dépense publique, et notamment de l'emploi public, est un réel enjeu. On ne peut pas avoir uniquement des gens qui vivent en prélèvements obligatoires sur les autres. Il faut bien qu'à un certain moment des gens créent de la richesse. C'est d'ailleurs une différence avec l'époque de Keynes. Dans les années 1930, la dépense publique représentait environ 30 % du PIB. Accroître la dépense publique aujourd'hui, alors qu'on a atteint un taux de 50 ou 60 % n'a plus du tout les mêmes effets. Réduire la dépense publique s'impose de fait. Et une question est directement liée : comment l'État, qui a déployé tout un dispositif d'État providence, va-t-il prendre en charge le vieillissement de sa population ? La question est centrale, mais on devine à quel point il est difficile de la poser pour les classes politiques en place. Pour faire écho à une note de Terra Nova, la fondation que préside Olivier Ferrand, qui disait que « *le parti socialiste prétend être un parti ouvrier pour mieux faire oublier qu'il est un parti de fonctionnaires* », la classe politique vit grâce à l'État. Autant dire que remettre en cause l'État, c'est remettre en cause son fonds de commerce d'homme politique.

Int. : *Vos idées sont peut-être justes mais elles me semblent inapplicables politiquement parlant. Comment voulez-vous être élu avec un programme pareil ?*

J.-M. D. : Que vous le disiez ne me choque pas. Mais qu'un homme politique ose le dire, je trouve cela scandaleux. S'ils ne veulent pas assumer la direction d'un pays, qu'ils cèdent la place. Voyez comment Cameron a opéré en Angleterre, en demandant au peuple anglais de lui accorder sa confiance pour mener à bien sa politique. Si l'on fait abstraction du contenu de sa politique économique, qui mériterait discussion, il faut reconnaître que c'est quelqu'un qui a fait des choix et les assume. Tout homme politique devrait se comporter ainsi. À un moment où le pays attend, les hommes politiques doivent faire preuve de courage. À l'époque de Keynes, il a fallu attendre Truman, un marchand de cravates. Moi, j'attends le marchand de cravates !

Présentation de l'orateur :

Jean-Marc Daniel : ancien élève de l'École polytechnique et administrateur de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), il est professeur d'économie à ESCP-Europe et chargé de cours à l'École des Mines ; il est en outre directeur de la revue *Sociétal*, qui est la revue de l'Institut de l'entreprise, chroniqueur au supplément économique du *Monde* et sur la radio BFM Business ainsi qu'auteur de plusieurs essais sur la politique économique.

Diffusion avril 2012